

[> Amende civile](#)

R. 3246-3

Décret n°2009-289 du 13 mars 2009 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de méconnaître les dispositions relatives aux pourboires des articles L. 3244-1 et L. 3244-2 et celle des décrets en Conseil d'Etat prévus à l'article R. 3244-2, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

R. 3246-4

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de méconnaître les dispositions légales relatives aux accessoires du salaire est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

L'amende est prononcée autant de fois qu'il y a de salariés intéressés.

Titre V : Protection du salaire

Chapitre II : Saisies et cessions

Section 1 : Dispositions communes

R. 3252-1

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le créancier muni d'un titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible peut faire procéder à la saisie des sommes dues à titre de rémunération par un employeur à son débiteur.

[service-public.fr](#)

- > Saisie sur salaire (ou "saisie des rémunérations") : Code du travail : articles R3252-1 à R3252-49
- > Saisie sur salaire : quelles sont les obligations de l'employeur ? : Articles R3252-1 à R3252-29

[Circulaires et Instructions](#)

- > Circulaire du 12 février 2013 relative à la présentation de l'article 3 de la loi n° 2011-1862 du 13 décembre 2011 relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles, du décret n° 2013-109 du 30 janvier 2013 relatif à la simplification de la procédure de saisie des rémunérations et du décret n° 2012-1401 du 13 décembre 2012 pris pour l'application de l'article L. 3252-8 du code du travail

R. 3252-2

Décret n°2022-1648 du 23 décembre 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La proportion dans laquelle les sommes dues à titre de rémunération sont saisissables ou cessibles, en application de l'article [L. 3252-2](#), est fixée comme suit :

- 1° Le vingtième, sur la tranche inférieure ou égale à 4 170 € € ;
- 2° Le dixième, sur la tranche supérieure à 4 170 € et inférieure ou égale à 8 140 € ;
- 3° Le cinquième, sur la tranche supérieure à 8 140 € et inférieure ou égale à 12 130 € ;
- 4° Le quart, sur la tranche supérieure à 12 130 € et inférieure ou égale à 16 080 € ;
- 5° Le tiers, sur la tranche supérieure à 16 080 € et inférieure ou égale à 20 050 € ;
- 6° Les deux tiers, sur la tranche supérieure à 20 050 € et inférieure ou égale à 24 090 € ;